

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

vendredi
samedi
dimanche

10 11 12 oct
1975

1,50 F

N° 10
B. P 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

giscard contre la pornographie ?

ASSEZ D'HYPOCRISIE !

Giscard d'Estaing, en personne, en plein conseil des ministres, a, selon «Le Figaro», déclaré «la guerre au cinéma pornographique»: «la libéralisation ne doit pas conduire à la multiplication de productions étalant la violence et la perversion, et dont la commercialisation n'est évidemment dictée que par la recherche exclusive du profit».

De quoi s'agit-il ?

La récente levée, soi-disant, de toute censure en ce domaine avait été présentée comme un élément de la nouvelle politique libérale de Giscard.

C'était en fait la sanction de toute une évolution de la politique de la bourgeoisie en ce domaine. Durant la période gaulliste, la production cinématographique s'en tenait, pour l'essentiel, à proposer comme modèle la morale bourgeoise traditionnelle. Avec ses à-côtés (autant d'exceptions qui confirment la règle): les frasques de la jeunesse, les tentations de la chair, les retours d'âge, les adultères, bref, rien qui ne débordât vraiment, le cadre «bien français» de la gaudriole. C'est l'époque de Brigitte Bardot. En même temps, quelques films qui laissaient entrevoir «le vice»: films policiers, reportages sur les «bas-fonds», films «nudistes» pour salles spécialisées.

Dès la fin de la période gaulliste, de plus en plus nettement sous Pompidou et, ouvertement, avec Giscard d'Estaing, les normes se relâchent, les producteurs introduisent de plus en plus fréquemment dans les films des séquences de «sexe». On en arrive finalement à l'irruption de films franchement pornographiques, d'abord importés, puis fabriqués en France. Aujourd'hui, deux films sur trois produits en France sont des films pornographiques !

C'est un choix politique. Même s'il s'agit aussi d'une opération financière: ce genre de films coûte peu (pas de scénario, pas d'acteurs connus, des décors rudimentaires, temps de tournage extrêmement bref, etc.) et rapporte beaucoup: ce sont des films comme «Emmanuelle» et «les jouisseuses» qui battent les records de recette.

Ce choix politique, Poniatowski, l'a assez clairement exprimé. Il reconnaît, à sa manière, la destruction des rapports familiaux par le capitalisme: «cellule irremplaçable de tendresse, d'affection, de compréhension, la famille affaiblie ne contribue plus comme jadis à l'équilibre affectif et à la formation des jeunes». Il reconnaît la crise profonde de l'idéologie bourgeoise: «aux Etats-Unis comme dans les autres pays occidentaux, il n'y a plus ni philosophie, ni religion, ni morale qui recueille un consensus général».

Et pour contrecarrer cet affaiblissement de l'idéologie bourgeoise, en même temps, il propose de réaffirmer «la nécessité du maintien actif de ce cadre familial» et de s'adapter à «l'atmosphère morale contemporaine... permissive». Il précise: «On peut édicter des mesures pour éviter la prolifération des accidents d'automobile, mais non celle des sex-shops».

C'est un signe de pourrissement de la société bourgeoise: d'une part, elle continue à imposer le «cadre familial» bourgeois, à mettre en avant, par exemple, les avis du pape, quand il s'agit de pilule ou d'avortement. D'autre part, parce qu'elle détruit profondément la possibilité même de rapports familiaux, elle en vient, dans le même temps, à proposer, comme solution illusoire à ces problèmes, la «libéralisa-

SUITE PAGE 4

Norodom Sihanouk a Paris



Giscard a dû recevoir Norodom Sihanouk, selon son rang, comme un chef d'Etat. Certains journalistes mélangaient les titres de Sihanouk, «prince, roi, président» afin de jeter le doute sur sa représentativité, et du même coup sur le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC). «J'ai été réélu chef de l'Etat du Cambodge par le Congrès spécial du peuple cambodgien qui s'est tenu au lendemain de la Libération» a rappelé Norodom Sihanouk à sa sortie de l'Élysée, éloignant du même coup ces confusions.

Le rétablissement des relations était au centre des discussions. Pendant

cinq ans, le gouvernement français a refusé de reconnaître le gouvernement légal du Cambodge, seul représentant légitime du peuple cambodgien, le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, à la tête duquel est Sihanouk. Après la défaite américaine, Giscard est obligé de reculer. Mais en même temps, il voit s'évanouir ses dernières ambitions néo-coloniales sur le Cambodge: sous la direction du GRUNC, le peuple cambodgien édifie un pays indépendant, qui n'attend rien pour son développement de l'aide des pays impérialistes.

suite page 8

PORTUGAL riposte de masse aux attaques du PPD

Devant la mobilisation des soldats organisés dans les S.U.V. (Soldats Unis Vaincrons) le gouvernement bourgeois portugais avait tenté une première fois de reprendre les casernes en main. Une de ses premières mesures avait été la dissolution d'un régiment rouge de Porto: le CICAP. Soutenus par la plupart des régiments, les soldats du CICAP se sont dressés contre cette dissolution, ils se sont barricadés dans la caserne du RASP dont les soldats les ont accueilli. De nombreux travailleurs leur ont manifesté leur soutien en venant en masse autour de la caserne. C'est dans ce contexte qu'a été organisée mercredi

soir une manifestation du PPD (parti gouvernemental) contre les soldats révolutionnaires, pour soutenir le commandant de la région militaire: le général Veloso. Les manifestants entre 7 et 8 000 ont attaqué à coups de barres de fer et avec des armes à feu les travailleurs qui entouraient la caserne et les soldats. A la faveur de ces incidents, le commandement militaire espérait sans doute déloger les soldats révolutionnaires, il envoyait plusieurs automitrailleuses contre les tanks du RASP, mais mais les soldats qui servaient les automitrailleuses ont décroché après les premiers coups de feu. Cependant les affrontements se

sont poursuivis toute la nuit avec les manifestants du PPD, faisant une soixantaine de blessés.

En assemblée générale, les soldats du CICAP et du RASP ont décidé d'envoyer des délégations dans les usines de la région pour expliquer leur lutte aux travailleurs et faire échec aux plans de la bourgeoisie qui veut reprendre l'armée en main pour dans un deuxième temps s'attaquer aux travailleurs.

Hier soir, une manifestation des S.U.V. préparée de longue date pour s'opposer aux dissolutions des régiments les plus révolutionnaires était convoquée à Coïmbra.



la vie du journal

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE NE PARAIT PAS LE SAMEDI ET LE DIMANCHE.

DANS NOTRE COURRIER...

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

communiqués

CARTOUCHERIE DE VINCENNES JOURNEES DU CEDETIM

A l'initiative de CEDETIM, deux journées culturelles anti-impérialistes auront lieu le 11 et 12 octobre 1975 à la Cartoucherie de Vincennes, organisées par 40 organisations de travailleurs immigrés et comités de soutien aux luttes des peuples d'Asie (Inde, Chine, Indonésie...) du Moyen-Orient et des Pays Arabes (Oman, Palestine, Maroc, Tunisie...) d'Afrique (Afrique Australe, Afrique de l'Ouest, Sahel...) d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Uruguay, Bolivie, Brésil, Caraïbes...) d'Europe (Portugal, Espagne, Irlande, Minorités Nationales européennes...)

Ces journées sont organisées pour populariser la réalisation d'un centre de documentation et d'information pour les luttes anti-impérialistes.

Au cours de ces journées, l'ensemble des comités cherchera à mettre en évidence les liaisons des luttes anti-impérialistes entre elles et avec la lutte des classes en France.

MARSEILLE

Conférence-débat sur le Quotidien du Peuple Vendredi 10 octobre à 18 h salle des dominicains 35, rue Ste Victoire (angle rue Edmond Rostand) MARSEILLE Venez apporter vos critiques, vos suggestions, vos témoignages !

MUTUALITE - 26ème ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises organise le 11 octobre 1975 à la Mutualité à Paris une grande journée d'amitié sur le thème « Faites connaissance avec la Chine ».

De 13 h à 23 h se dérouleront des forums de discussion sur différents sujets (économie, usines, éducation, femmes, politique extérieure, peintres-paysans, etc...) ainsi que des projections de films et de montages audio-visuels. Parmi les autres activités : exposition de gravures sur bois originales, buffet chinois, exposition vente d'objets artisanaux, livres, revues, affiches, timbres, diapositives, photographie, animation pour les enfants, etc... A 16 h, meeting consacré au mouvement en cours en R.P. de Chine pour approfondir la Révolution Socialiste, ainsi qu'aux derniers développements de la politique extérieure chinoise.

Un lecteur de Troyes

« On voudrait bien faire connaître le journal sur Troyes. Avez-vous du matériel disponible (affiches, tracts, auto-colants) ? Serait-il possible de recevoir des numéros du Quotidien du Peuple pour une vente militante, ou alors pourriez-vous nous indiquer la façon de nous en procurer. Il ne nous sera pas possible d'assurer cette diffusion tous les jours, mais au début, une fois par semaine. Pourriez-vous dans vos colonnes préciser les différentes manières de faire connaître le journal autour de soi (utilisation des invendus, distribution dans des boîtes à lettres...) A Troyes, les kiosques semblent être approvisionnés régulièrement, mais peu de journaux sont achetés. D'où notre intention de montrer qu'il existe.

Sur le journal lui-même :
- les idées sont claires et précises ; le langage est simple. Dès le début la lutte est clairement définie : le prolétariat contre la bourgeoisie ; le révisionnisme.
- attention au populisme
- une page hebdomadaire (au minimum) de réflexion sur la théorie marxiste-léniniste et l'idéologie prolétarienne est absolument indispensable.

Nous te remercions pour tes remarques et ta proposition de faire connaître et circuler le journal. En ce qui concerne cette dernière question :

Nous avons confié le monopole de la diffusion aux NMPP. Il vous faut donc, si vous voulez

organiser une vente de masse vous fournir en kiosques. Par exemple si vous décidez de vendre pendant le week-end le numéro de vendredi, commandez à l'avance plusieurs exemplaires de ce numéro chez votre marchand de journaux. C'est le moyen le plus simple et le plus efficace. Par ailleurs, nous pouvons évidemment vous fournir en invendus, ou vous indiquer le moyen de vous en procurer auprès des représentants locaux de Hachette. Ces invendus pourraient par exemple être distribués dans les boîtes aux lettres d'une cité avant une vente du Quotidien au porte à porte ? Il est aussi intéressant de coller ces invendus, et plus intéressant encore d'afficher tous les jours à un endroit fixe pour que les gens s'y retrouvent, son Quotidien du Peuple. Nous vous faisons parvenir le matériel de propagande dont nous disposons. Mais pour faire connaître le Quotidien du Peuple, il n'y a pas de recette toute faite. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les lecteurs pour qu'ils rendent compte au journal de leurs idées là-dessus, de leurs expériences surtout, et qu'un échange se fasse entre tous ceux qui veulent, comme tu le dis « montrer que le Quotidien du Peuple existe ».

JM de Montreuil

« Dans les titres on doit sentir la haine de classe... Par exemple pour Beauvais : « un jeune de 17

Gagnons la bataille de la diffusion

UN NOUVEAU QUOTIDIEN

Le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES

UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT

UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

Cette affichette placée devant l'étalage de chaque kiosque doit permettre à chaque marchand de journaux de faire connaître le nouveau quotidien, et d'augmenter ses ventes.

Elle doit leur parvenir par le canal des NMPP. Il est cependant nécessaire que, partout où c'est possible, chaque lecteur en ait un certain nombre à sa disposition et assure de son côté le contrôle de leur mise en place.

L'exemple que nous communiquons que une camarade, montre que

c'est un moyen tout à fait efficace pour augmenter la diffusion du journal, et d'autre part, qu'il rencontre un bon accueil auprès des marchands de journaux ! Ainsi à Antony tel marchand vend 8 journaux de plus depuis qu'il a placé l'affichette ! Cette dernière est régulièrement arrachée le soir ? Qu'à cela ne tienne, il demande à la camarade de lui en fournir un stock pour pouvoir tous les matins en remettre une autre.

Commandez ces affichettes. Gagnons la bataille de la diffusion !

ans condamné à mort », ce titre fait trop vérité bourgeoise, catho... »

De Genevilliers

« ...Des lecteurs m'on dit qu'il n'y avait pas assez de place au débat. C'est cela qui les intéresse dans le Quotidien du Peuple ».

Camarades, nous vous adressons le compte rendu d'une discussion dans la cellule du PCR (ml) de Vaulx en Velin autour des 5 premiers numéros du Quotidien du Peuple.

Appréciation générale :

La tendance est à l'enthousiasme, nous avons vraiment trouvé dans le journal ce que nous attendions, et surtout ce qu'attendent les masses : la meilleure démonstration est que nous sommes tous avides de le lire, alors que Front Rouge n'était pas toujours très bien lu dans la cellule.

Après les premières expériences de diffusion, (porte à porte, contacts), il semble que les gens eux-aussi soient agréablement surpris : ce ne sont pas spécialement les mêmes personnes qui achetaient Front Rouge et qui achètent le Quotidien. Nous avons constaté une progression constante du 1° numéro au 5°.

Appréciation négatives

- Pas suffisamment d'informations pures » par rapport aux prises de position.
- Les articles de boîtes ne nous semblent pas très enthousiasmants.

Appréciation positives et suggestions

- Par rapport à ce que je disais sur l'information « pure », nous avons tous apprécié l'interview du juge d'instruction dans le n° 5, ou la mention « coup de

téléphone de Lisbonne ». Ce style d'article peut donner confiance dans notre journal en montrant que nous avons les moyens de sortir de l'ordinaire.

- Dans les derniers numéros, la rubrique « courrier des lecteurs » a été très appréciée, et nous a semblé beaucoup plus mobilisatrice que les articles à répétition du début.

A ce sujet il y a un article qui a vivement intéressé les camarades, c'est celui de Villefranche de Rouergue sur la rencontre Fabre-Giscard. Cet article nous a fait sentir que le journal était vraiment un appel aux masses à participer à sa rédaction, et que déjà les masses comprenaient, et y répondaient.

- Le bloc-note : idée très utile à poursuivre.

- Si les premières photos ont été décevantes, celles des derniers numéros sont bien meilleures, plus grandes et plus nettes.

- Le feuilleton est passionnant, et, à ce propos une camarade a une suggestion : elle a lu le feuilleton à ses enfants de 4 ans : ils ont été captivés.

Serait-il possible de faire régulièrement tous les mercredis par exemple, une page ou une demi-page destinée aux enfants. La camarade pense qu'une bande dessinée tirée du feuilleton serait une bonne idée.

Voilà camarades ; pour nous le négatif est minuscule par rapport au positif, et ce début nous donne beaucoup d'espoir.

Nous ferons bientôt une fête populaire dans notre quartier autour de la sortie du quotidien. Nous vous en ferons un compte rendu dès que possible. Vive le Quotidien du Peuple, Amitiés prolétariennes !

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

Nom
Profession
Adresse

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

domination des imperialismes et lutte pour l'indépendance

REPORTAGE DE JEAN LERMET

UNE PROIE POUR L'IMPÉRIALISME.

«Indépendance nationale» : démagogique ou sincère selon ceux qui l'avancent, le mot d'ordre est dans toutes les bouches, figure dans tous les programmes au Portugal. Il est véritablement populaire : le 25 août, des dizaines de milliers de travailleurs le reprenaient dans les rues de Lisbonne, précisant : «non aux deux super-puissances». Cette sensibilité des masses correspond à une réalité profonde : le caractère dominé de l'économie portugaise.

nés à l'exportation, à partir des matières premières importées, et transformées selon des techniques étrangères. Il s'agit là, dans un secteur où la force de travail constitue un pourcentage élevé du prix de production, de l'exploitation maximum par les trusts étrangers d'une main d'œuvre à bas prix (notamment féminine). Le gâteau a aiguisé de gros appétits : on trouve dans ce secteur Siemens, Grundig, Control Data, Philips et l'inévitable ITT, autant de trusts de taille internationale, tous présents au Portugal.

La pâte à papier représente un autre phénomène. Le Portugal est

Dans le domaine de la construction navale, la Lisnave et la Setenave sont parmi les principales concentrations ouvrières au Portugal, employant chacune plusieurs milliers de travailleurs. Des capitaux suédois et hollandais y étaient associés à des groupes portugais. L'implantation de chantiers navals de réparation aux embouchures du Tage et du Rio Sado, sur la route des pétroliers géants, permet aux armateurs d'économiser plusieurs jours d'immobilisation. De sorte que le Portugal, pays où la pêche est une ressource traditionnelle importante, dispose de cales sèches

Chacun de ces groupes disposait de sa banque, secteur où le capital étranger avait une part très faible (3%) ; certains d'entre eux, comme la CUF, étaient alliés à des monopoles étrangers dans des entreprises fonctionnant au Portugal. Mais, l'essentiel des liaisons se faisait dans les colonies portugaises. L'exemple de l'Angola, la plus riche des ex-colonies en matières premières industrielles, est probant. On y retrouve, dans le diamant, la Banc Nacional Ultramarino ; dans le fer, le groupe Champalimaud ; dans le pétrole, la CUF et la Banco Portugues de Atlantico. Et, partout, le groupe Burnay : partie prenante au Portugal de Fonsecas et Burnay, étroitement lié à la Société Générale de Belgique, ce groupe financier joue un rôle privilégié dans l'entrelacement des intérêts

impérialistes en Angola. Dans ce pays, le capital portugais, incapable de réaliser les investissements exigés pour la mise en valeur des matières premières, joue le rôle d'entremetteur pour les grands seigneurs de la finance internationale que sont Oppenheimer, d'Afrique du Sud, Morgan des Etats Unis, plusieurs anglais dont la Midland, Rotschild et Lloyd's, l'allemand Pfersmenges et les français Creusot-Loire et Wendel.

Au total, par leurs investissements directs dans l'industrie portugaise, par leur participation majoritaire au côté des groupes portugais dans les colonies, les trusts américains et ouest-européens tenaient le Portugal dans le creux de leur main. Cette situation place la lutte pour l'indépendance nationale parmi les tâches essentielles du mouvement des masses.



Au Portugal, les plus grandes usines sont aux mains des capitaux étrangers. Ici, l'usine Solvay.

UNE VIEILLE ET PROFONDE DEPENDANCE:

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le Portugal souffre d'une domination indirecte étrangère. Dès 1703, le traité de Methuen assurait à la Grande-Bretagne le monopole des biens manufacturés, et établissait des tarifs douaniers préférentiels pour l'exportation des produits agricoles portugais dans ce pays. Modèle d'échange colonial avant l'heure ! Aujourd'hui encore, il y a un mot anglais pour désigner le vin de Porto ; les investissements étrangers au Portugal sont pour 13 % britanniques. D'autres requins sont venus : les Etats Unis, premiers investisseurs aujourd'hui (23,8 %) talonnés depuis quelques années par l'Allemagne de l'Ouest. Au total, Europe de l'Ouest et Etats Unis représentaient avant le 25 avril 93 % des entrées de capitaux étrangers au Portugal.

Pour l'économie portugaise, le phénomène est considérable : 48 % du capital investi dans la chimie, 100 % dans les dérivés du pétrole, 38 % dans la métallurgie, 81 % dans le matériel électrique, était à participation ou à domination étrangère. Une telle portion dans ces secteurs de base indique nettement qu'un pays est dépendant. En réalité, c'est l'ensemble de l'industrie portugaise qui est construite, non en fonction des besoins nationaux, mais de ceux des métropoles impérialistes. Quelques secteurs particuliers donnent une idée des mécanismes en cause.

QUELQUES EXEMPLES

Les industries de matériel électrique et électronique sont presque totalement étrangères. Elles produisent au Portugal des composants électroniques, desti-

un pays très boisé. Particulièrement dans les dernières années, l'exode rural a entraîné un rétrécissement des surfaces cultivées, permettant l'extension des plantations d'eucalyptus, arbre à pousser très rapide. Ce secteur est aussi, pour l'essentiel, entre les mains d'entreprises étrangères, principalement scandinaves. Le prix du bois, fourni par de petits producteurs est maintenu à des niveaux inférieurs aux prix européens. Pour y parvenir, une entreprise regroupant les fabricants de cellulose (la MADEIPER) a été créée, pour centraliser les achats et mettre ainsi les industriels dans une position de monopole en face des multiples petits producteurs individuels. Ainsi était ajoutée aux conditions naturelles favorables la spéculation sur la misère des petits paysans portugais. Paradoxe familier au système impérialiste, le Portugal importe le produit fini, le papier. Les principales dettes du journal República sont aujourd'hui envers l'entreprise suédoise qui lui fournissait un papier où entre certainement une bonne proportion de bois portugais.

géantes qui ne lui sont d'aucune utilité pour ses bateaux de pêche. La conscience anti-impérialiste de la classe ouvrière s'y forge sur des bases d'expérience très directe : les ouvriers de la Lisnave se sont rendus compte qu'une interview donnée par le vice-directeur (suédois) de leur entreprise, Nils Eckerbom, au journal (suédois) Veckans Afarer, les jetait au chômage en détournant les clients d'un Portugal jugé trop instable socialement et politiquement.

MONOPOLES PORTUGAIS ET GROUPES INTERNATIONAUX

Le régime fasciste, qui, dans ses six dernières années, a favorisé systématiquement l'implantation du capital étranger, avait également provoqué une concentration monopolistique très grande au Portugal même : en 1971, sept monopoles détenaient à eux seuls 53 % du capital des sociétés portugaises. Au premier rang de ces géants, la Companhia Uniao Fabril, la célèbre CUF des frères Melo, se taillait à elle seule 10 % du gâteau.

FOTOLIB



nationalisations qu'est-ce qui a changé ?

«Accords avec le Marché Commun tenant compte du niveau de développement de l'économie portugaise. Développement des échanges avec les pays socialistes» (en fait Europe de l'Est) - programme du PCP -

«... La présence du capital étranger dans les secteurs de base ne peut être admise qu'en association directe avec l'Etat». «Le futur du Portugal est un futur européen». «Augmenter toutes les formes de coopération pacifique» (avec l'Europe de l'Est) - Programme du P.S. -

«Maintien de nos liens avec l'Europe, renforcement et approfondissement des relations avec la CEE et l'AELE (Association européenne de Libre Echange)». «Approfondissement des relations avec les pays de l'Europe de l'Est» - programme des «neufs» -

Tous les programmes immédiats des forces politiques de la bourgeoisie convergent sur trois points : silence sur les mesures à prendre contre la domination américaine, renforcement de la domination de l'Europe de l'Ouest, ouverture à la pénétration social-impérialiste. Assurément, dans la pratique, les divergences existent : ce n'est pas pour leurs beaux yeux que le P.S. et le P.C. ont été financés respectivement par les Etats Unis et l'Union Soviétique. De part et d'autre, on met plus ou moins l'accent sur un des aspects de la politique à suivre. Néanmoins, depuis le 25 avril, une continuité remarquable se manifeste : celle du maintien du Portugal dans son état de dépendance.

NATIONALISER ... QUOI ?

Mars 1974 : toutes les banques portugaises sont nationalisées. 16 avril : c'est le tour de trente entreprises des secteurs de

l'énergie, des transports et autres secteurs de base.

Mai-juin : le mouvement se continue.

Les «neuf» affirment en août : «On a assisté au démantèlement d'une demi-douzaine de grands groupes fonciers et monopolistes». Voire : d'une part, la nationalisation des banques n'a pas touché les holdings, laissant ainsi probablement entre les mains des monopoles une quantité considérable d'entreprises ; d'autre part, la question de l'indemnisation n'est toujours pas tranchée.

Mais surtout, à aucun moment, on n'a touché aux intérêts étrangers : les parts des multinationales dans les entreprises nationalisées leur sont intégralement restées ; les accords avec les entreprises étrangères ont été intégralement respectés.

Simplet, quand une «re-conversion» a été envisagée, c'est sous la forme du développement d'un nouveau pillage : celui de l'URSS. Des marchés ont été conclus, à des prix inférieurs à ceux pratiqués habituellement, pour l'exportation de chaussures, d'amandes, de vin ; du pétrole a été acheté ; et, en pleine grève des pêcheurs, le social-impérialisme a réussi à refiler au Portugal, pays de pêche, des tonnes de... sardines ! Résultat : le commerce, autrefois légèrement bénéficiaire, est devenu gravement déficitaire.

La victoire récente, remportée par les forces favorables à l'impérialisme occidental sur le PCP, n'a d'ailleurs pas empêché l'URSS de continuer à développer ses trafics : les discussions lors du voyage à Moscou de Costa Gomes, président de la République, ont largement porté sur des contrats d'exportation de concentré de tomates ou de vin portugais.

Ce n'est pas en essayant de remplacer l'occident par la Pologne, comme client pour ses chantiers navals que le Portugal marchera vers l'indépendance.

MANIFESTATION DES EMPLOYÉS DE BANQUE

Plusieurs milliers d'employés de banque ont manifesté à Paris, hier matin, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Leur mot d'ordre «Comme en 1974, nous ferons céder les banquiers», rappelait la grande grève de l'an passé. Ils exigent 1 700 F minimum et la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

LA MORT D'UN BÈBE

Christophe Bonnet est mort dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre. Il avait six semaines. Son décès serait dû à une intoxication aux sels de plomb, contenus dans la pommade que sa mère employait pour guérir ses seins des gercures qui la faisait souffrir. Cette pommade «Souveraine» est vendue par les guérisseurs et autres charlatans pour qui, seul, l'argent compte et qui profitent du peu de connaissance dans lequel le capitalisme maintient les travailleurs sur leur propre santé.

VIENNE : BATAILLE ÉLECTORALE POUR LE FAUTEUIL DE DÉPUTÉ

L'élection législative de la deuxième circonscription de la Vienne se déroulera, demain samedi. Elle est nécessitée par la mort du suppléant d'Abelin, député sortant et actuel ministre de la «coopération».

Réélu depuis 1962, Abelin pensait pouvoir passer, au premier tour de scrutin, mais d'une simple formalité, cette élection est devenue l'enjeu d'une véritable bataille entre les différentes fractions de la bourgeoisie de droite comme de gauche. Pourtant, jusqu'à présent, Abelin a mené une carrière «sans histoires» d'agent de l'impérialisme. Si elle est couronnée par le fauteuil de Ministre de la «Coopération», ce n'est pas pour rien. Dans le pillage et l'exploitation des pays du Tiers-Monde, c'est un spécialiste. Ses titres font frémir.

Depuis 1941, il a été successivement directeur de l'Union Française des Industries Exportatrices, directeur du Groupement National d'Importation des Cacaos, président de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles, administrateur du Groupement National des Fruits et Légumes et de la Société des Producteurs Agricoles Industriels et Coloniaux. Ses activités ne s'arrêtent pas aux intérêts français, puisqu'il représente en même temps la société américaine ITT, qui a aidé au coup d'état du fasciste Pinochet. Mais ces exploits ne le mettent pas pour autant au dessus de la bataille qui s'est engagée autour du fauteuil de député qu'il occupe.

En effet, au traditionnel opposant révisionniste Fromenteil, se sont ajoutés d'autres candidats. Un du PS : Edith Cression et un membre de la nouvelle formation de Jobert : Roussel.

Pour le PS, il s'agit de prouver sa progression au détriment du PCF et de s'implanter dans une région où il n'est pas... Jobert, lui, a des chances de rallier quelques gaullistes qui seront plus prompts à soutenir son candidat qu'Abelin, anti-gaulliste fraîchement rallié à la majorité depuis mai. Ce sera l'occasion pour l'ex-ministre des affaires étrangères de mesurer son audience et les conséquences de la reprise en main de l'UDR par Chirac.

Le taux d'abstention à l'issue du vote permettra de mesurer la désaffection des masses pour ce scrutin.

politique

giscard contre la pornographie ?

ASSEZ D'HYPOCRISIE !

SUITE DE LA PAGE 1

tion sexuelle», l'élimination des « tabous ». Bref, à faire de la sexualité une question de technique, de recherche individuelle du plaisir et non une question de société.

C'est pourquoi la bourgeoisie ne s'apprête pas du tout à supprimer les films pornos (pas plus que les sex-shops). D'une part, l'État bourgeois va mieux organiser ses prélèvements sur cette industrie fructueuse, d'autre part, elle les règlementera mieux : répartition selon les salles, selon les quartiers par le jeu de taxes. Et aussi diversification, selon les prix, des pro-

duction selon les prix, les publics, des productions pornographiques. De même que la bourgeoisie organise et règlemente depuis longtemps la prostitution et, depuis peu, les

sex-shops, elle s'apprête maintenant à mieux exercer son contrôle sur le cinéma pornographique. Dans le même temps, en s'élevant aussi contre la «violence» de certains films, Giscard prépare la possibilité de censurer de façon sournoise, «libérale», des films à contenu révolutionnaire.

Face à cela, ce qui grandit dans notre pays à travers les aspirations de la jeunesse, les mouvements de femmes et les réactions de rejet nombreuses dans les masses, c'est la conviction que cette société est pourrie jusqu'à la moëlle, qu'il faut la renverser de fond en comble pour que puissent réellement se développer des rapports authentiques, égaux, de libre consentement entre les hommes et les femmes.

Gabriel Ferréol.



un procureur demande la prison ferme pour un patron

Au Creusot, un ouvrier de 44 ans a été tué, 17 autres blessés dans un accident de trajet. A Bar-le-Duc, le même jour, 1 mort et 3 blessés dans une explosion à l'usine Stein. Aux usines HGD, un rapport de l'Inspection du Travail accuse une nouvelle fois la direction dans un accident survenu en mars dernier au cours duquel 5 ouvriers avaient été blessés. Cela n'empêche pas Durafor, ministre du travail, de prétendre que le nombre des accidents régresse et que son ministère s'y emploie activement. Les chiffres publiés par ses propres organismes démontrent pourtant le contraire.

En même temps que s'allonge la liste des crimes du capital, s'accroissent aussi les difficultés des patrons et de leur justice pour les masquer. L'affaire Charrette, la résonance qu'elle a eue dans l'appareil judiciaire, montre l'ampleur de ces difficultés. Bien

plus, fait inhabituel il y a quelques années, des patrons et des ingénieurs sont aujourd'hui condamnés pour les mutilations subies par les ouvriers :

o A Usinor Denain, le directeur et un ingénieur en chef ont été condamnés à des amendes de quinze mille et cinq mille francs, à la suite d'un accident qui, le 29 août 1974, avait coûté la vie à un ouvrier et provoqué l'intoxication de douze autres.

o A Quimper, la directrice d'une usine alimentaire a été condamnée à 15 jours de prison avec sursis et mille francs d'amende pour l'accident, survenu le 27 août 1973, qui avait entraîné l'amputation d'un bras pour une ouvrière.

o Au Puy, le procureur a fait un réquisitoire sévère, demandant une peine de prison ferme contre le

directeur de «Maison de France» de Clermont-Ferrand où, le 23 mai 1973, Guy Carrot, 19 ans, avait été amputé des deux jambes et avait perdu la vue, Gabriel Dumas avait été éventré et défiguré, de deux employés blessés, à la suite d'une explosion.

Certes, les peines restent mesurées, moins importantes que celles infligées aux petits voleurs à la tire. Mais, c'est quand même un fait nouveau. Jusque là, les tribunaux étaient beaucoup plus indulgents pour les patrons ; les poursuites étaient rares : en 1972, sur 450 000 infractions relevées par l'Inspection du Travail (qui ne les relève pas toutes, loin de là), 16 000 seulement ont eu des suites judiciaires (1 sur 30), 12 500 ont donné lieu à des «condamnations» : des peines de 50 à 500 francs d'amende pour la plupart. Jamais aucun patron, même dans les cas les plus

flagrants, n'était allé en prison.

Après le scandale de Béthune, la justice bourgeoise ne peut plus faire moins que d'appliquer ses propres réglementations dont certaines, imposées par la lutte de la classe ouvrière, peuvent être assez contraignantes pour les patrons.

De même, elle affirme à toute occasion son caractère impartial. L'autre soir, à l'Assemblée, son porte-parole, Lecanuet, l'a dit clairement : «La justice doit tendre à l'impartialité pour tous... Il n'y a pas une justice des patrons ni une justice des ouvriers. Il y a une justice unique pour tous». Ses déclarations sur le juge Charrette laissaient pourtant croire le contraire. Cela prouve au moins une chose : si Lecanuet craint la colère des masses, il ne craint pas du moins le ridicule.

Guy MORY

permis "peau de chagrin" : demagogie et impot camoufle...

Deux projets sont actuellement à l'étude par les ministères de l'équipement et de l'intérieur, dans le but d'instaurer un permis «peau de chagrin». Chaque nouveau titulaire se verrait attribuer un total de 20 points, à l'obtention de son permis. Et à chaque infraction «grave», un certain nombre de points lui seraient retirés. Le conducteur devrait alors se racheter - dans les deux sens du terme - en passant des épreuves de recyclage, soit dans une auto-école, soit dans un «centre de perfectionnement». Si le conducteur a ses 20 points retirés, il devra alors repasser un permis adapté aux infractions qu'il aura commises.

Le gouvernement présente ce projet comme une réponse à la

nécessité de «recycler» les conducteurs. Pour y voir plus clair, nous sommes allés discuter dans une auto-école avec des «candidats». La première chose qui en ressort est le prix «dissuasif» du permis aujourd'hui : 30 % seulement des candidats ont eu leur permis du «premier coup», en 1974. La moyenne des candidats, qui sont obligés d'attendre longtemps pour économiser de quoi le passer, s'y présentent trois fois. Ce qui fait, d'après le tarif officiel des auto-écoles, une somme supérieure à 1 100 F, dont 130 F sous forme de timbres fiscaux. Que voudra dire alors le recyclage, sinon la possibilité de commettre n'importe quelle infraction pour ceux qui pourront se le payer, et un permis encore plus cher, pour les

travailleurs qui ont besoin de leur permis, souvent dans la vie de tous les jours. Recycler les conducteurs, nous dit-on, mais les conditions de vie, la circulation impossible, la fatigue accumulée en fin de semaine ? Ce n'est plus du permis qu'il s'agit, alors !

Un permis qui doit «mieux s'adapter au profil des conducteurs», qui doit «donner un comportement de sécurité» aux conducteurs, voire ! Déjà le passage du code par l'audio-visuel devait aller dans ce but. Sa première conséquence était de relever encore le prix du permis. Pour ce qui est du principe, voilà ce que disait un candidat : «Dans les séries, il arrive que les réponses à donner, bien que conformes au code, soient un vrai non-sens : par

exemple, sur une diapo, on voyait une ambulance sortir d'un hôpital. L'article du code dit : les ambulances ne sont pas prioritaires. Il fallait donc répondre : je passe. Et c'était une réponse éliminatoire ! »

Le projet de réforme part d'un fait bien précis : la révolte de plus en plus grande devant les morts et les mutilés des accidents de la route. Non seulement il est incapable de s'attaquer aux causes réelles de ces accidents, qui sont dus principalement aux conditions de vie et de travail imposées par la société capitaliste, mais en plus il aboutira à une nouvelle élévation du prix du permis.

E.B.

Verdun : greve apres le suicide d'une ouvriere

Correa Vera, 24 ans, ouvrière aux établissements Dupré, se suicide. A l'annonce de cette nouvelle, les travailleuses de chez Dupré débrayent de 14 h à 17 h 30, le lundi, depuis la lutte continue. Pourquoi cette lutte à Verdun, ville de 27 000 habitants, dont 6 à 7 000 soldats (9 casernes) sans industrie, à part quelques petites boîtes de transformation ? Nous sommes allés sur place pour mieux comprendre.

DUPRÉ, UN BAGNE POUR PRÈS DE 300 OUVRIÈRES

Dupré, c'est un bagne, le mot n'est pas trop fort, fabrique de sous-vêtements, l'exploitation y est féroce. Les travailleuses témoignent : «*Tout d'abord, on nous traite comme des chiens, les monitrices ont le droit de tout faire, nous celui de fermer notre gueule. Les cadences sont très dures, quand on commence à s'y habituer il faut changer les «mouvements».* Cadences très élevées, salaires de misère (même pas 1 200 F pour certaines) payées entre le 1^{er} et le 12, ça varie, les dépressions nerveuses sont courantes et l'infirmière de service ne possède pratiquement que de l'alcool de menthe et du sucre, «remède-miracle» de la direction, et n'a qu'un seul lit de camp.

«*On n'a même pas le droit d'enlever sa blouse quand il fait chaud. Ils ne mettent l'air frais en été que lorsqu'une dizaine de copines sont tombées dans les pommes.* Voilà la vie des



travailleuses de chez Dupré, la vie que menait tous les jours Correa. Pour elle, les trois dernières semaines ont été plus dures que d'habitude. Une ouvrière témoigne : «*Correa était pourtant une bonne travailleuse, eh bien quand ils l'ont changée de poste, elle n'y arrivait pas et ils lui ont fait refaire tous ses lots. Le soir, à la sortie, elle pleurait... Elle avait demandé plusieurs fois à changer !*»

La colère est grande chez Dupré. Pour toutes les ouvrières, ce n'est pas un suicide ; le responsable, c'est cette exploitation qu'elles subissent depuis des années. C'est pour cela qu'elles se sont mises en grève, dès l'annonce de la mort de leur camarade. C'est pour cela que

leur révolte, longtemps contenue, s'exprime aujourd'hui dans leurs revendications. Elles ne veulent plus de ce travail d'esclave. Elles exigent la diminution des cadences, des augmentations de salaire, mais surtout elles refusent l'humiliation qu'elles subissent en tant que femmes, en tant qu'ouvrières.

NOUS LUTTERONS JUSQU'AU BOUT

En arrivant chez Dupré, on voit que la combativité est grande : «*En 68, ça n'avait pas bougé, c'est la première fois que ça marche comme ça ! La quasi-totalité des filles sont là.* La lutte dure depuis lundi après-midi. Mardi, à l'UL CGT, certains responsables

avaient proposé la reprise pour mercredi, en continuant la lutte en baissant les cadences, mais la combativité était telle, mercredi, que les responsables de l'UL ont dû abandonner rapidement ce projet. Pour les ouvrières : «*C'est parti, et on ira jusqu'au bout.*»

Pendant les négociations de ce matin, elles étaient toutes autour du bureau, chantant le refrain de l'Internationale pendant plusieurs dizaines de minutes. A la porte d'entrée, apparaît alors, timidement, une «4L» de flics. Sous les huées des femmes en colère, elle rebrousse rapidement chemin : «*C'est la troisième fois qu'ils essaient de venir, qu'ils ne s'y risquent pas. Hier, on a vidé un gars des RG qui était venu à l'AG de la Maison du Travail.*»

Monsieur Monso, jeune cadre «dynamique», prend alors la parole : «*Il faudrait être raisonnable et ne pas faire de bruit pendant les négociations.*» «*Pourquoi les filles doivent être raisonnables quand la direction, elle, ne l'est pas,* rétorque une travailleuse - «*Ne vous en faites pas, vous serez quand même payées cet après-midi.*» «*Ne l'écoutez pas, les filles, il essaie de nous calmer, avoir notre paye, c'est notre droit, nous l'avons gagnée. Mais il ne faut pas oublier, quelle paye ! Il faut se crever pour avoir à peine 1 200 F.*» Sur ces paroles, le jeune cadre rebrousse chemin, pendant que les ouvrières reprennent le refrain de l'Internationale.

José GARCIA

la formation professionnelle solution au chômage ?

L'EXPERIENCE DES LIP

TABLE RONDE : Pour un bilan de l'expérience des LIP en matière de formation professionnelle.

Participant : un OS de Lip : J un OP de Lip : R un dessinateur de Lip : D un professeur ayant participé à la formation avec les LIP : B 2 correspondants «Quotidien du Peuple»

Quotidien du Peuple : Face au chômage, on nous parle de plus en plus de formation permanente, de recyclage, de Formation Professionnelle des Adultes (FPA), et même de préformation. A Besançon, l'Est Républicain depuis plusieurs jours fait un grand battage là-dessus. Qu'est-ce que les travailleurs ont à gagner avec cela, est-ce un miroir aux alouettes ? Les ouvriers de LIP ont une expérience à faire connaître puisqu'après l'accord de DOLE, ils ont été mis en «formation» avant de reprendre le travail.

J. : L'axe principal de la lutte, c'est la réintégration de tous. Mais il était dommage de passer plusieurs mois sur des bancs d'école, de bénéficier d'un temps de formation et de n'en rien faire, de n'en tirer aucun profit, ni collectivement, ni individuellement. QdP. : Comment se sont organisés ces cours ?

Le bilan est fait dans un tract : c'est pas très bon, parfois positif - c'était une formation de culture générale quand l'animateur était véritablement un animateur et pas un enseignant : par exemple, nous dans notre groupe, on n'a pas l'impression d'avoir perdu notre temps. La deuxième période, c'était de la formation professionnelle : on était réparti en trois, quatre catégories selon la qualification et la hiérarchie, et ce, sans nous demander

notre avis. Il y avait les techniciens, les agents de maîtrise dans un groupe, pris en charge par un organisme privé : le CESI.

D. : Par exemple, moi j'y étais en temps que dessinateur. On a fait beaucoup de choses. En général, c'était très intéressant et «intelligent» : on nous faisait participer, notamment au programme, très varié (économie, expression corporelle, communication, conditions de travail, publicité, le syndicalisme et même des voyages : une semaine à Grenoble...)

QdP. : cela devait coûter cher ?

J. : Oui, il faut dénoncer cela, car dans le même temps, les secrétaires qui demandaient à suivre des cours d'anglais, on leur répondait : «c'est trop cher», c'est trop cher alors que, à eux, on leur offrait deux voyages de plus d'une semaine avec réception, etc...

L'intervenant qui venait pour un cours par jour, était payé 1.500 francs environ !

J. : Pour les OS, ça n'a pas été du tout la même chose. C'était sous la coupe de la FPA. Il faut distinguer deux périodes : dans la première, c'était relativement intéressant : on avait des moniteurs ouvriers de LIP qui avaient participé au conflit. On a monté, démonté et remonté des dizaines de fois des montrés - ce qui était intéressant, pour un OS qui avait posé des aiguilles toute sa vie. Au niveau OP, c'était beaucoup moins intéressant, car les profs voulaient leur apprendre comme à des gamins, ce qui a amené des conflits et notre éloignement dans une salle sans aucun moyen. Ce qu'ils ne voulaient surtout pas, c'est que les gens de LIP se fasse entendre.



R. : Pour les autres OP, ils ont aidé des femmes OS à voir comment faire fonctionner leur machine. A savoir, à quoi servait la pièce qu'elles fabriquaient : pour elles, c'était intéressant. Pour les OP horlogers, c'était raté, bien que les profs étaient de bonne volonté, on a vu de quoi disposaient les lycéens techniques : aucun matériel. Les profs sont obligés d'aller dans les décharges pour faire de la récupération. On faisait alors surtout de la théorie qu'on connaissait déjà, et qui ne nous servirait jamais au travail.

J. : Dans la dernière période, on est surtout obnubilé par la réintégration et la formation passe vraiment en second plan, sauf pour les techniciens.

QdP. : Est-ce que de cette période, on peut tirer des leçons pour l'avenir ?

J. : Le problème se repose aujourd'hui. Si on fait le bilan maintenant, on voit qu'on a eu raison de ne pas se faire d'illusions sur la formation. Les OS qui n'étaient pas dans l'horlogerie, ne sont toujours pas dans l'horlogerie, ils font des trous dans les fusées comme avant, et l'OS qui mettait les aiguilles met toujours des aiguilles aujourd'hui, bien qu'il ait appris la montre. Il a la satisfaction pendant un court temps d'en avoir compris un peu plus, mais il n'a pas le travail correspondant.

R. : Les jeunes ne sont pas fous, ils ont bien vu comment étaient faits

les cours au départ. Ils ont très vite senti que ce n'était pas en travaillant dans les cours qu'ils deviendraient OP.

J. : Je suis persuadé qu'il n'y avait pas un seul gars de LIP qui était en formation dans l'espoir d'une promotion, ni même pour des connaissances complémentaires.

QdP. : C'est important ce que vous dites qu'il n'y a pas d'illusion car elles apparaissent encore dans la propagande actuelle et même chez les syndicats qui sont à l'origine du développement de cette formation permanente.

J. : Je considère que c'est une utopie d'espérer que les travailleurs qui font huit heures et demie par jour qui doivent régler leurs problèmes en rentrant chez eux, etc. puissent suivre des cours en plus. La formation suppose la réduction du temps de travail. Ensuite, tout dans la vie est coupé : le travail, à l'usine ; le savoir, à l'école. Or, le savoir qu'on veut, il doit être autant à l'usine, dans le quartier, etc. que dans l'école. C'est à partir de ce qu'on vit à l'usine, devant sa télé, dans son quartier, qu'il faut qu'on se forme.

D. : Même nous qui sommes considérés comme des travailleurs intellectuels, en sortant de notre travail, on n'a pas le temps et la tête de réfléchir à autre chose.

J. : En fait, même si on avait le temps, on serait dans l'impossibilité de faire cette vraie formation.

tous à
caron-ozanne
pour la journée
portes ouvertes

Après quatre mois de lutte, les grévistes de Caron ont trouvé un «interlocuteur» en la personne de Ozanne ; ce dernier est poussé par D'Ornano qui veut maintenir son image de marque dans le Calvados : il est maire de Deauville... et polémique dans Ouest-France, avec le député socialiste de Caen, pour savoir quel est le meilleur «défenseur des ouvriers» de Caron. Mais Ozanne temporise, et ce n'est qu'à la suite de la pression des ouvriers qu'il a fait ses propositions de relance : embauche ferme de 68 ouvriers seulement sur une centaine, liquidation du secteur de photocomposition et du secteur brochure, une vague promesse de réembauche du reste du personnel, si la situation se rétablissait... Et pour l'immédiat, aucune date de reprise, car pour l'instant le bon Monsieur Ozanne s'emploie à recueillir le minimum de fonds privés (200 000 F), fixés par D'Ornano, pour que la subvention de deux millions de deux millions de francs de l'Etat soit versée.

Les travailleurs ont pris acte de cette proposition en signant le procès-verbal de la réunion avec Ozanne et les syndicats, et ont décidé de poursuivre l'occupation et d'organiser une journée portes ouvertes pour le samedi 11 octobre, afin de montrer que «les Caron Ozanne sont toujours là». Déjà, les affiches couvrent la ville.

Quant à ce qui s'est passé à la fête de l'Humanité et à l'attitude de la direction révisionniste de la FFTL, les travailleurs ne l'ont pas digéré, même s'il y a une certaine hésitation à en tirer les conséquences politiques, car une partie du personnel pense que dire le pourquoi des choses serait se couper de nombreux soutiens. Convoqués à Paris, au syndicat, ils se sont faits accueillir avec les mots suivants : «La CFDT, c'est le trottoir d'en face». Il se sont fait reprocher vertement d'avoir popularisé, dans leur journal «Ouest-Licenciements», des conflits menés par certaines sections CFDT (Piron-Bretoncelle...). Cette attitude révèle bien que, pour ces messieurs, l'unité syndicale, ce n'est surtout pas l'unité des luttes, mais l'unité pour accroître ou maintenir leur influence sur les travailleurs.

Face à la perspective de la reprise par Ozanne qui a été acceptée par les travailleurs, dans l'intention de faire réembaucher leurs camarades, deux voies se dessinent : accepter la reprise du travail sans plus de garantie que les premières propositions consignées dans le procès-verbal, ou bien ne pas reprendre tant qu'une échéance précise de reprise comme à LIP n'est pas dûment signée.

Il est important, pour la poursuite de la lutte, que la journée du 11 octobre soit un succès, car l'appui des travailleurs de SMN, Jaeger, Saviem, ... bien informés de la situation, sera un moyen supplémentaire pour contraindre D'Ornano et Ozanne à reprendre tous les ouvriers.

ARGENTINE

crise de la bourgeoisie et luttes populaires

Henri Kissinger, un homme qui n'a pas l'habitude de parler à la légère, a déclaré fin septembre au ministre de l'intérieur de l'Argentine, Angel Robledo, que *« l'absence de stabilité dans ce pays signifierait la déstabilisation de toute la zone de l'Amérique latine où il se situait »*.

Pour l'impérialisme yankee, la « déstabilisation » c'est d'abord la multiplication des opérations de guérilla : ainsi le 6 octobre, les Montoneros (groupe nationaliste de la gauche péroniste) ont lancé dans la province de Formosa une vaste opération qui a fait une quarantaine de morts. En juillet ils avaient libéré deux PDG d'une entreprise monopoliste contre 60 millions de dollars etc...

UNE CLASSE OUVRIERE COMBATIVE

Mais surtout les impérialistes américains n'ignorent pas que l'Argentine est le pays d'Amérique latine où la classe ouvrière est la plus nombreuse. Et aussi que cette dernière a une longue expérience de luttes dures qui débouchent souvent sur des mouvements insurrectionnels armés comme à Córdoba en 1969 et 1971.

Or ce pays, victime de l'exploitation non seulement des impérialistes américains, mais aussi des impérialistes européens, en particulier italien et français, traverse une crise sans précédents : l'inflation dépassera certainement 300 % en 1975, la dette extérieure approche les 10 milliards de dollars, plus de 10 % de la population active est au chômage (pour ne pas parler de la situation des travailleurs immigrés boliviens et paraguayens), des articles de première nécessité commencent à manquer, le marché noir fait rage.

En juillet l'ensemble de la classe ouvrière a déclenché un vaste mouvement de luttes qui a obligé le gouvernement à accorder des augmentations de salaires de 150 %. Mais la hausse vertigineuse du coût de la vie a déjà dépassé celle des salaires et le mécontentement des travailleurs laisse prévoir de nouveaux affrontements.

Dans la région montagneuse et boisée de la province de Tucuman, l'armée qui poursuit les groupes de l'Armée Révolutionnaire du peuple (E.R.P.), guérilla castriste, en profite pour réprimer durement les coupeurs de canne à sucre de cette zone qui se révoltent contre la surexploitation

à laquelle ils sont traditionnellement soumis. Le mécontentement gronde également chez les petits et moyens propriétaires des provinces subtropicales rassemblés dans des Ligues Agraires. Les grands monopoles, du coton en particulier, les réduisent en effet à la condition de « paysans travailleurs ».

L'armée joue donc un rôle important dans la répression. Elle n'a pas besoin des encouragements de Monsieur Kissinger pour se préparer aujourd'hui à exercer une violence accrue sur le peuple argentin. Elle vient de faire voter une Loi de Défense qui place en particulier les forces de police sous son autorité. Elle a d'ailleurs l'appui direct ou « critique » (sic) de la quasi totalité de la classe politique, du parti radical (dont le leader Ricardo Balbin a inventé la formule « guérilla industrielle » pour désigner la lutte des travailleurs), au parti communiste révisionniste, en passant par de larges secteurs du péronisme.

L'ABSENCE DE DIRECTION POLITIQUE

On pourrait donc penser que des conditions à la fois objectives et subjectives existent pour que la lutte de tous les secteurs exploités ouvre une crise révolutionnaire. Or il semble bien que l'on n'en soit pas encore là. Par exemple à la suite des grandes grèves de juillet que nous avons évoquées, la CGT Argentine grand syndicat unique péroniste, qui est non seulement (comme nous le verrons dans des articles ultérieurs) une bureaucratie corrompue et criminelle, mais un instrument de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie monopoliste, a réussi à prendre le train en marche. Elle a décrété une grève générale et s'est propulsé à la tête d'un mouvement qu'elle avait d'abord essayé de freiner. Elle a habilement utilisé la mobilisation des travailleurs, au profit de la lutte qu'elle menait contre un autre secteur de la bureaucratie péroniste, représenté par le ministre du Bien-être Social, le sinistre Lopez Rega, chef des escadrons de la mort qui depuis un an sont responsables de plus de 500 assassinats. La victoire de la classe ouvrière qui a obtenu d'importantes augmentations de salaires et le départ de Lopez Rega, a donc un caractère ambigu.

La cause qui n'est pas nouvelle de ce demi-échec est l'absence

d'une direction politique capable d'unifier ses luttes et d'offrir une perspective révolutionnaire.

LE ROLE HISTORIQUE DU PERONISME

Cette situation a des sources historiques. Dans un prochain article nous tenterons d'analyser ce phénomène si particulier qu'est le péronisme. Si il a eu dans le passé un rôle progressiste, il est responsable aujourd'hui de l'aliénation de larges secteurs de la classe ouvrière.

D'autre part la stratégie du parti communiste dès 1936, et surtout à partir de 1943 lorsqu'apparaît Peron, a contribué à laisser le champ libre au péronisme. En effet en soutenant les « démocraties occidentales en lutte contre le fascisme », le PC s'est allié en Argentine aux représentants des impérialismes anglais et américain. Or Peron menait, avec toutes les limitations d'un leader bourgeois dans un pays dépendant, une lutte pour l'indépendance nationale, précisément contre ces forces qui en Argentine constituaient l'ennemi principal du peuple. Par son attitude le PC s'est définitivement coupé de toute influence sur la classe ouvrière.

Cette « trahison historique » du PC a d'autre part favorisé l'éclosion de groupes trotskistes, et guévaristes après la victoire de Fidel Castro à Cuba, groupes dirigés par la petite bourgeoisie radicalisée. Ces secteurs n'ont pas compris qu'une alliance avec les secteurs nationalistes et progressistes du péronisme était nécessaire.

On comprend dans ces conditions que les directions politiques en Argentine n'aient pas été jusqu'ici à la hauteur de la combativité de la classe ouvrière. Ce que reconnaissent les marxistes léninistes dont l'influence est encore limitée.

Cependant se profile une offensive extrêmement brutale de la droite pro-impérialiste conduite en particulier par l'armée. Une défaite du mouvement ouvrier en Argentine serait très grave, car elle aurait également une influence sur les mouvements révolutionnaires des pays voisins, Uruguay, Bolivie, Chili qui sont en train de se relever au milieu de grandes difficultés des échecs subis depuis 1971.

Alain LABROUSSE
François GEZE

en bref en bref

une mairie « de gauche » occupée

Les travailleurs de l'usine « Bois Déroulés Océan » à Rochefort sont en grève et ont occupé hier la mairie pendant une heure. Ils demandaient à être reçus par le conseil municipal (« de gauche »).

La direction annonce 143 licenciements qui doivent devenir définitifs le 19 octobre. Elle a de plus annoncé hier qu'il n'y aurait aucune augmentation de salaire jusqu'à nouvel ordre, que la réduction de travail d'une heure hebdomadaire depuis le 1^{er} octobre ne serait pas rétribuée, que la prime de fin d'année (correspondant à 4 semaines de salaire) restait en litige, et qu'une grande partie du personnel serait déclassée.

Les travailleurs se sont mis en grève et ont occupé hier matin les bureaux. L'après-midi, ils se sont rendus à la Mairie. « La municipalité ne s'est jamais trouvée à nos côtés pour défendre les emplois actuels et lutter contre les licenciements », déclarent les syndicats.

« Le maire veut démissionner le 30 octobre s'il n'obtient pas 400 emplois nouveaux. Pour nous, le problème se situe avant, c'est à dire le 19 octobre, où 143 camarades seront licenciés. »

Les travailleurs sont partis très sceptiques, après une heure d'attente et deux heures de « discussion ».

Par ailleurs, la grève continue à l'usine Aisthom d'Aytré, près de La Rochelle, où les négociations piétinent.

correspondant

usine occupée en Alsace.

Occupation d'usine, en Alsace, dans un atelier de la société France Hydraulique Application, à Molsheim, près de Strasbourg. 35 ouvriers travaillent dans l'atelier. C'est cette société, dont l'usine principale se trouve à Ancenis, qui a « repris » Titan Coder. Elle fabrique des chassis de semi-remorques. Hier, le syndic est venu constater la faillite. Les ouvriers n'ont pas été payés en septembre, l'horaire est descendu à 35 heures. Les travailleurs ont décidé de poursuivre l'occupation jusqu'à l'obtention de garanties sur le versement des salaires et le maintien de l'usine.

correspondant.

camion contre grévistes

Un camion de 12 tonnes a été lancé contre les grévistes de la SAVP à La Seyne, dans le Var, mercredi soir. Il y a quatre blessés. Les travailleurs de cette entreprise sont en grève pour empêcher une dizaine de licenciements.

vigiles dans les bureaux

Les travailleurs de Sulzer, (chauffage et climatisation) à Saint Ouen, sont en grève avec occupation des locaux depuis le début du mois. Depuis, la direction fait garder les bureaux techniques et administratifs, jour et nuit, par des vigiles.

a inno montparnasse

Ils sont en grève depuis vendredi dernier, à la suite d'un vote à bulletin secret du personnel qui a donné 83 oui sur les 113 suffrages exprimés. Ils ont débrayé par surprise pour s'insurger contre les conditions de travail et les salaires. A INNO, nous déclare un militant CFDT, certains employés de l'alimentaire font 46, 48 et même 50 heures par semaine. Une caissière gagne 1600 F par mois, une vendeuse 1400 F. Alors !!!

Alors ils sont tous là devant l'entrée, autour de pancartes qui exposent à tous leurs revendications : réductions d'horaire, mais surtout en cette période d'inflation galopante, des salaires décents : 1800 F nets à l'embauche, 300 F pour tous, une cinquième semaine, et un vrai treizième mois ; actuellement, nous explique le camarade de la CFDT, nous touchons une prime dont le montant équivaut à un mois de salaire ; mais il suffit d'un jour de maladie, d'une absence, pour qu'elle soit réduite, voire même parfois entièrement supprimée...

Comme toujours, la direction fait la sourde oreille ; dès le 1^{er} jour, elle a fait appel aux cadres pour prendre la place des employés ; puis elle est allée chercher les travailleurs des dépôts pour se substituer aux grévistes. Ceux-ci

ont réagi, mais n'ont pas réussi à entraîner leurs camarades dans leur grève. Cela n'est pas pour les décourager ; bien au contraire, face au durcissement de la direction. Au cours des deux entrevues avec les syndicats, elle n'a fait aucune proposition, se contentant de traiter l'action des employés de « grève de mauvaise humeur ». Leur combativité s'est accrue : la grève est reconduite de jour en jour, au cours d'assemblées générales (souvent deux dans la journée). Le personnel compte 20 % de syndiqués (4 délégués CFDT, 1 CGT) ; à l'entrée, certains promènent des pancartes : « Clients, ne brisez pas notre grève ». Les réactions des passants sont variées : certains donnent pour le soutien, beaucoup s'arrêtent pour discuter et repartent sans pénétrer dans le magasin, ce sont bien souvent des gens du quartier. Généralement, les réactions sont favorables ; on sait ce que c'est que le travail dans les grandes surfaces.

Aujourd'hui, pour triompher dans leur lutte, les employés d'INNO-Montparnasse ont besoin de votre aide : ils vous appellent à boycotter le magasin ; popularisez leur lutte et si vous le pouvez, envoyez votre soutien financier à M. Dehu, Cte bancaire : BICS 4522-010-702.



6 hommes armes attaquent Fotolib

communiqué de l'agence de presse fotolib

Le mercredi 8 octobre 1975, entre 20 h et 20 h 30, six individus entrent en force au siège de l'Agence de Presse FOTOLIB, 36, rue René Boulanger, Paris 10^e.

Après les avoir menacés d'un revolver, ils ligotent et baillonnent deux collaborateurs de l'Agence. Ils se livrent alors au pillage : appareils de photos, flash, poste de radio, objets.

Ils forcent ensuite la porte du bureau de l'administration et emportent chèques, papier à en-tête, tampons officiels, fichiers de correspondants.

Enfin, le plus grave, avant de s'enfuir avec leur butin, ils incendient toutes les archives négatives et positives, imprimés couleurs, tirages et mettent le feu.

Alerté par le bruit, un voisin peut libérer les deux collaborateurs ligotés et l'incendie est maîtrisé.

Une heure plus tard, alors que la Police est sur les lieux, un individu se réclamant du « GIN », Groupe d'Intervention Nationaliste, téléphone à l'Agence pour revendiquer l'agression et proférer des menaces.

Suivant les premières estimations, le bilan est très lourd, plus de 70000 F de matériel détruit ou volé, le fonctionnement de l'Agence d'une manière normale, des plus compromis.

Plusieurs milliers de négatifs et diapositives couleur originales sont brûlés ou rendus inutilisables.

C'est l'existence même de Fotolib qui est visée par nos agresseurs.

L'accroissement continu de l'audience de Fotolib dans la presse française et internationale semble gêner une fraction activiste de la droite qui, par l'agression armée ou des moyens para-légaux, souhaite nous réduire au silence.

Nous déclarons solennellement tout mettre en œuvre pour continuer notre expérience et vivre pour remplir notre rôle d'agence libre au service d'une presse digne de ce nom.

Nous avons chargé Maître Jacoby, avocat à la cour, de déposer une plainte avec constitution de partie civile entre les mains du doyen des juges d'instruction auprès du Tribunal de Grande Instance de Paris.

l'équipe de Fotolib.

LE LICENCIEMENT INDIVIDUEL 4

Après avoir vu les conditions posées par la loi pour le licenciement individuel, il nous reste à examiner les sanctions prévues pour les licenciements dont la cause ne serait pas réelle ou pas sérieuse.

LES SANCTIONS DU LICENCIEMENT DONT LA CAUSE N'EST PAS RÉELLE OU PAS SÉRIEUSE.

Le tribunal, en vertu de l'article L 122-14-4 du Code du Travail, peut proposer la réintégration dans l'entreprise du salarié licencié pour une cause qui n'est pas réelle ou pas sérieuse. Il peut le faire même si le travailleur n'a pas demandé cette réintégration. Celle-ci ne peut avoir lieu effectivement que si le patron et le travailleur l'acceptent tous les deux. Elle se fait par le retour exact à la situation antérieure (même poste de travail, même salaire, même ancienneté, etc...). Si un certain temps s'est écoulé entre le licenciement et la réintégration, le travailleur peut demander des dommages et intérêts pour les salaires perdus. Si le patron ou le travailleur refuse cette réintégration, le tribunal condamne le patron à une indemnité de non-réintégration qui ne peut être inférieure à 6 mois de salaire, mais est rarement supérieure. Le travailleur a donc toujours intérêt à demander la réintégration, même s'il la refuse après. Le tribunal peut ne pas proposer la réintégration, en ce cas le travailleur perd tout droit à l'indemnité de non-réintégration.

Pour les travailleurs qui ont moins de 2 ans d'ancienneté ou qui

travaillent dans une entreprise de moins de 11 salariés, une indemnité leur est attribuée en fonction du préjudice subi.

Le patron est aussi condamné au remboursement aux organismes concernés des indemnités de chômage versées au salarié.

UNE LÉGISLATION BIEN TIMIDE

Si nous avons brièvement abordé les conditions juridiques du licenciement individuel des salariés qui n'occupent pas de fonction de représentation du personnel, il nous faut souligner les limites de cette législation.

Tout d'abord le domaine du droit est bien restreint. Il y a des conditions posées pour le licenciement qui peuvent gêner un peu le patron. Mais toute une série de pratiques patronales échappe au droit : les soi-disant « démissions volontaires » de travailleurs. Les patrons savent s'y prendre pour se débarrasser d'un travailleur sans le licencier : les changements de poste, avec baisse de salaire, les brimades, les manœuvres diverses, on fait tout ce qu'on peut pour écœurer le travailleur, le contraindre à démissionner soi-disant volontairement. En ce cas, pas d'indemnités ni de règles de licenciement, puisque le travailleur est parti de « son plein gré ».

Mais même quand le droit s'applique, il aboutit surtout à un aménagement de l'arbitraire patronal. Les luttes des travailleurs ont permis de faire reculer l'arbitraire pur et

simple. Mais la loi est faite par les patrons et leurs représentants : ils se réservent toujours des échappatoires. En fait le pouvoir de licencier appartient toujours souverainement au patron. Par exemple, le tribunal peut proposer la réintégration du travailleur licencié. Mais il ne peut en aucune façon l'imposer. C'est que la loi respecte le rôle dirigeant du chef d'entreprise ! La législation du licenciement apparaît surtout comme un aménagement financier de cet arbitraire patronal maintenu : on s'arrange pour que de ce point de vue, ça aille moins mal pour le travailleur. Mais le patron sait qu'il peut toujours licencier, à condition de payer un peu plus cher.

Le but de la législation du travail apparaît clairement : désamorcer les conflits possibles, avec comme conception directrice la collaboration de classe. Toute une série de mécanismes est mise en place qui pose les questions en termes de « dialogue » et non d'affrontement, en termes individuels et non en termes collectifs. On y reconnaît l'aspect « moderniste » de la bourgeoisie : pourquoi s'affronter alors qu'en discutant on peut s'arranger, et que de toutes façons l'essentiel du pouvoir patronal sera sauvé ?

C'est pourquoi il faut utiliser toutes les armes du Code du Travail et des lois en général pour combattre le patronat. Mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'aucune loi vienne un jour renverser les rapports d'exploiter à exploité.

Yves BEAUMONT

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

Résumé :

Nous sommes en août 1848. Une répression sanglante s'est abattue sur le peuple après les journées insurrectionnelles.

On dit que le peuple de Paris s'est insurgé, mais tout bien considéré, on voit au contraire que le gouvernement et l'Assemblée furent les véritables promoteurs de la rébellion. Il est clair en effet qu'il ne peut y avoir de privilégiés sans esclaves ; et pour cela, il faut supprimer les hommes intelligents. Sans ces massacres, l'Assemblée se fût vue forcée d'établir la justice, mais alors elle perdait ses privilèges, supprimait le servage du prolétariat et ouvrait les portes toutes grandes au socialisme. Les rois et les riches n'ont jamais reculé devant aucun crime pour maintenir leur domination.

COLONISATION EN ALGÉRIE

Le bruit courait qu'on allait expédier des colons en Algérie. Un jour que je passais devant la mairie du 8^e arrondissement, j'y vis un beau monsieur qui faisait un tableau enchanteur de ce pays. Il ne tarissait pas d'éloges sur la fertilité du sol ; nous vantaient les cocos, les dattes, les bananes ; les produits des régions tempérées y réussissaient aussi bien que celle des pays chauds ; le blé surtout y donnait un rendement énorme.

de Norbert Truquin

Pour mon compte, j'étais transporté de joie et je m'inquiétais déjà de savoir comment je pourrais me rendre à destination ; car on n'embarquait que des familles ou des célibataires ayant atteint leur majorité.

La semaine suivante, M. Pierre qui m'avait autrefois prêté un franc, m'apprit que mon père devait tenir un débit de vins à l'extrémité de la rue Saint Maur, près de la barrière du Trône ; Nous habitions tous les deux sans le savoir, dans la même rue ; mais comme elle est fort longue, le hasard seul pouvait me le faire rencontrer. J'allais le voir le dimanche ; il ne fut pas surpris ; car il savait que j'étais à Paris. Je lui fis part du projet de colonisation en lui démontrant tous les avantages d'après les dires de l'orateur que j'avais entendu. Le gouvernement fournissait les vivres pendant trois ans ; il donnait en plus une maison et tout ce qui était nécessaire à un cultivateur. Mon père écoutait. Depuis la Révolution, il ne faisait plus rien, sa clientèle qui était composée d'ouvriers alors sans travail, avait déserté le cabaret. Je lui fis voir que dans les grandes villes, autour des fabriques, on ne pouvait pas arriver à un résultat tandis qu'en travaillant sa propre terre, on était au moins son maître. Comme le commerce allait rester

plusieurs mois sans reprendre, il se verrait forcé de fermer boutique après avoir mangé les quelques sous qu'il avait. Il hésitait, n'osait pas se décider, mais ma belle-mère rejetait bien loin l'idée d'aller coloniser.

Le dimanche d'après, je revins faire ma propagande et finis par le décider, en dépit de l'opposition de ma belle-mère. Un mois après, nous partions pour l'Algérie. On nous conduisit sur des bateaux plats jusqu'à Châlons-sur-Saône d'où un vapeur nous transborda à Lyon. On nous fit débarquer sous de grands hangars, où faute de paille pour nous coucher, nous fûmes obligés de nous étendre sur le sol nu. J'aurais voulu visiter l'ancienne capitale des Gaulles, mais on ne nous en laissa pas le temps. Le lendemain, un autre bateau à vapeur nous conduisit à Arles ; de là nous fûmes menés par le chemin de fer jusqu'à Marseille où nous fûmes accueillis par les cris de vive la République. Après un arrêt de trois jours, on nous fit embarquer sur le bâtiment à vapeur le *Cacique*. Dans le Golfe du Lion, nous fûmes assaillis par une tempête épouvantable ; à chaque vague, le navire embarquait plusieurs mètres cubes d'eau ! Le mauvais temps dura tout ce jour et la nuit suivante. Le lendemain la mer fut calme et se maintint de plus en plus sereine à mesure que nous approchions du continent africain. Le quatrième jour après notre départ, la terre fut signalée.

(à suivre)

programme

VENDREDI 10 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - TÉLÉVISION SCOLAIRE
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - AU THÉÂTRE CE SOIR « Quelqu'un derrière la porte »
22 h 30 - JOURNAL

A 2

18 h 00 - LES APRÈS-MIDI D'ANTENNE 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - LES POUPEES DU DIABLE

FR 3

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - CIVILISATION
21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT
22 h 05 - JOURNAL

SAMEDI 11 OCTOBRE

TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
18 h 40 - SIX MINUTES POUR VOUS DÉFENDRE
18 h 50 - MAGAZINE AUTO MOTO
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - TAC AU TAC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMÉRO UN - « SERGE REGGIANI »
21 h 30 - PEYTON PLACE - Feuilleton américain d'après le roman de Grace Metalious
22 h 20 - A BOUT PORTANT « ROLAND PETIT » - Interview : Louis Valentin
23 h 15 - JOURNAL

A 2

18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MAIGRET - « LA GUINGUETTE A DEUX SOUS »
22 h 15 - DIX DE DER - Émission de Philippe Bouvard
23 h 45 - JOURNAL

FR 3

19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - FESTIVAL DU COURT MÉTRAGE
20 h 30 - CINÉMA 16 - « ESQUISSE D'UNE JEUNE FEMME SENS DESSUS-DESSOUS » - Production de Marseille
21 h 55 - JOURNAL

DIMANCHE 12 OCTOBRE

TF 1
12 h 00 - SÉQUENCE DU SPECTATEUR
12 h 30 - IT 1 MAGAZINE
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
15 h 45 - DIRECT A LA UNE - Sport
16 h 30 - ATOLL K - Film français de Léo Joannon (1950)
18 h 00 - FOOTBALL : R.D.A. - FRANCE
19 h 15 - LES ANIMAUX DU MONDE
19 h 45 - JOURNAL
20 h 35 - « la piscine » - Film de Jacques Deray (1968)
22 h 30 - QUESTIONNAIRE - Émission de J.L. Servan-Schreiber « Les médecins sont-ils dangereux »
23 h 20 - JOURNAL

A 2

12 h 15 - LE DÉFI
13 h 00 - MIDI 2
13 h 45 - L'ALBUM DE MICHEL BOUQUET
14 h 05 - MONSIEUR CINÉMA
14 h 50 - « LES QUATRE PLUMES BLANCHES » - Film anglais de Zoltan Korda (1939)
16 h 40 - TIERCE A LONGCHAMP
16 h 45 - RENDEZ-VOUS AVEC FÉLIX LECLERC
17 h 00 - LE MONDE VIVANT - Émission de J.M. Coldefy
17 h 30 - POUR UN AIR DE GUITARE
18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2
19 h 20 - SYSTÈME 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTÈME 2 (Suite)
21 h 40 - LA PORTEUSE DE PAIN - Feuilleton
22 h 30 - CATCH
22 h 50 - JOURNAL

FR 3

12 h 00 - RELAIS DE TF 1
18 h 50 - SPÉCIAL D.O.M.-T.O.M. - Actualités
19 h 00 - LAGARDÈRE - Feuilleton d'après Paul Féval
19 h 55 - SPÉCIAL SPOTS
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE - Feuilleton d'après Henri de Monfreid
20 h 30 - « La noce chez les petits bourgeois » - Pièce de Bertold Brecht
22 h 00 - JOURNAL

CAMBODGE : UN PAYS EN MARCHÉ

Le paysage cambodgien a profondément changé en six mois. D'abord les routes et les voies de communication dans la zone contrôlée par Lon Nol sont remises en état. C'était urgent. La voie ferrée de Phnom

Penh à Battambang était entièrement détruite dans la région de Pursat. C'est une voie de communication essentielle. Tout au long de son parcours, des groupes se sont constitués qui ont aménagé chacun

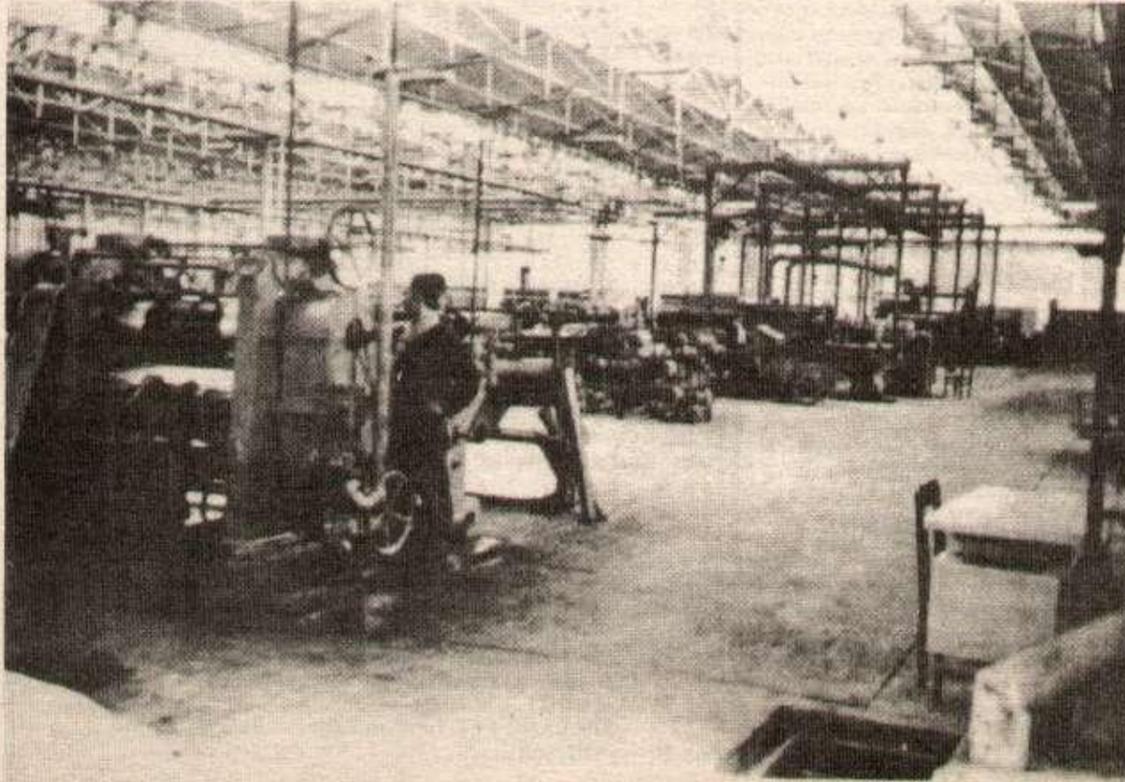
un tronçon, bien que ce soit la saison des pluies, bien que les travaux de la rizière soient lourds. Image d'un peuple qui a pris en mains son propre destin ; les trains peuvent à nouveau passer.

DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE.

Dans les champs du Cambodge, on voit d'immenses rizières. Bien sûr, dans le « grenier à riz » de la province de Battambang, mais également dans des régions où la culture du riz était inexistante, régions trop sèches ou à l'inverse régions soumises au caprice des fleuves. Les paysans cambodgiens ne sont pas restés isolés sur leur lopin de terre ; ils se sont organisés en « groupes de solidarité » qui leur ont permis de décider et d'entreprendre de grands travaux. Ils ont appris dans tout le pays à maîtriser le problème de l'eau. A l'exemple des travaux entrepris depuis 1973 dans la zone libérée, ils ont entrepris d'immenses travaux hydrauliques. Des terres fertiles noyées par les crues du Mékong à proximité de Phnom Penh ont été gagnées à la culture par la construction de digues. Dans la province de Pursat, 25 digues ont été construites et un canal ; dans la province de Battambang même, pourtant réputée riche en riz, 11 barrages ont été édifiés.

En même temps, plusieurs « groupes de solidarité » expérimentent le riz « Pram Pi Taek », plus résistant et d'un rendement plus élevé. Certains groupes de solidarité développent en même temps l'élevage, afin d'avoir de l'engrais naturel dont l'emploi se généralise, et de la viande.

A côté du riz et des autres produits alimentaires sont développées les cultures de mûriers, cotonniers, lin, jute, qui fournissent la matière première des industries textiles.



Une vue intérieure de l'usine de pneumatique de Takhmau

ATHENES :

4 MILITANTS DE L'EKKE EN JUGEMENT

Samedi 10 octobre doit s'ouvrir à Athènes le procès d'Anna Filini, Pétros Stagos, Christos Bistis (membres du Comité Central de l'organisation marxiste-léniniste EKKE) et de Antonio Soutse, jeune militant du « Mouvement anti-fasciste et anti-impérialiste des étudiants grecs ». Ils risquent d'être condamnés à verser trois millions de Drachmes pour les dégâts subis par l'ambassade US à Athènes, le 21 avril dernier (anniversaire du coup d'Etat fasciste de 1967). Ce jour là, l'EKKE appelait à manifester devant l'ambassade US pour exiger le retrait de l'OTAN et la rupture des relations diplomatiques avec les USA, principaux responsables de la dictature des colonels.

La manifestation pénétra dans la cour de l'ambassade pour y planter un drapeau rouge, les heurts avec la police et les services d'ordre des deux PC furent violents. Depuis, Carabanchel a jugé l'EKKE « moralement responsable » des incidents. Il n'a pas hésité à ouvrir ce procès en même temps que celui des officiers responsables de l'assassinat des étudiants de l'Ecole Polytechnique (novembre 1973) et des généraux responsables du coup d'Etat de Chypre. Or, deux des accusés avaient été arrêtés au lendemain de l'écrasement de l'Ecole Polytechnique. Déjà, à cette époque, le régime portait des coups à l'EKKE. Le peuple grec se mobilise contre cette « continuité dans le changement » : ainsi, l'Association des Travailleurs du Bâtiment de Farçala, où des militants de l'EKKE ont été arrêtés, a cotisé pour payer leurs avocats et monter à Athènes le jour du procès.

ESPAGNE :

15 nouvelles arrestations de militants du FRAP

Le régime franquiste intensifie sa politique de répression systématique. Après les arrestations, au Pays Basque, que nous annonçons hier, de 9 militants de l'ETA et de 8 militants des commissions ouvrières, c'est encore 15 militants du FRAP qui viennent d'être arrêtés à Valence. Dans sa crainte de voir se développer les luttes populaires, le fascisme espagnol espère se tirer d'affaire, encore quelques temps, en mettant en prison les révolutionnaires, tandis que les barbouzes franquistes « les Guerrilleros du Christ Roi » se livrent sans la moindre parodie de procès, eux, à l'assassinat systématique.

Cette vague d'arrestations ne vise pas seulement les militants révolutionnaires. Trois prêtres, qui avaient été arrêtés le 5 octobre, pour avoir simplement lu un texte de leur évêque, viennent d'être transférés à la sinistre prison de Carabanchel.

Enfin, c'est 3 officiers de l'armée espagnole qui ont été arrêtés, mercredi, à Barcelone. L'arrestation de ces officiers est l'indice des profondes contradictions d'une dictature fasciste vieille de près de 40 ans. Aujourd'hui, en Espagne,

des fractions de la bourgeoisie préchent un « nécessaire assouplissement » du régime. Cette fraction « moderniste », par la mise en place d'un régime libéral « musclé », espère d'une part, voir accélérer un rapprochement de l'Espagne avec l'Europe, d'autre part, résoudre les contradictions qui s'aiguisent entre les masses populaires et le régime franquiste. Que les officiers de l'armée espagnole, qui ne sont probablement pas animés de sentiments révolutionnaires, soient aujourd'hui arrêtés, indique que l'affolement et la nervosité ne touchent pas seulement les forces policières, comme on a pu le voir, mardi, à Barcelone. Mais c'est le régime franquiste lui-même, dont le pouvoir pourrissant, à la veille de la disparition, est gagné par la peur, la peur d'être balayé.

Quant aux ambassadeurs des pays européens, rappelés dans leurs pays respectifs à la suite de l'exécution des cinq militants révolutionnaires, ils ont tous regagné l'Espagne.

Les pays « démocratiques » ayant fait un « geste » face aux manifestations populaires dans toute l'Europe, ils peuvent continuer comme avant avec Franco.

LES USINES ET LES ATELIERS.

L'industrie et l'agriculture se complètent. Grâce aux produits agricoles, les industries textiles peuvent produire à nouveau, non plus pour l'exportation, mais pour offrir des vêtements aux Cambodgiens. En retour, dans les campagnes, s'ouvrent des ateliers artisanaux pour fabriquer les instruments agricoles et culinaires. Les ateliers de réparations sont réouverts pour les voitures, les trains. Dans les entreprises textiles, les ouvriers ont appris le fonctionnement des machines et produisent à nouveau. A Phnom Penh, 70 usines de toutes tailles fonctionnent à nouveau : usines textiles, usines alimentaires, usines de pneus. L'usine de pneus de Chak Angre, la plus grosse du pays, a rouvert ses portes, notamment pour fournir des pneus de vélo. Dans la même ville, l'usine de chaussure utilise maintenant comme matière première le caoutchouc que le Cambodge produit en abondance.

LE POUVOIR DU PEUPLE, BASE DES SUCCES.

« Après la Libération, nous, ouvriers, sommes les maîtres de l'usine. Toute la production de tissus est entre les mains du peuple, qui est le vrai maître du pays » déclare un ouvrier de l'usine textile de Pursat.

C'est la source des succès remportés par le peuple cambodgien, en à peine six mois. Ces succès prouvent que les pays ont chez eux dans leurs richesses naturelles et dans leur peuple, les moyens pour un développement indépendant répondant aux besoins du peuple.

Grégoire Carrat.

en bref..

LIBAN

Au Liban, un nouveau cessez le feu, signé mercredi, n'a pas mis fin à des combats extrêmement violents. Dans la journée de mercredi, ils ont fait 60 morts et 200 blessés. Mardi, les Phalangistes ont déclenché des combats dans la région de Chieh-Aïn-El-Remmaneh ; ils ont bombardé, mercredi matin, le quartier ouest de Beyrouth. Par ces provocations répétées, les Phalanges de Gemayel visent à faire rentrer les forces de la Résistance Palestinienne dans les combats, dans l'espoir de l'affaiblir.

Lundi, nous publions la suite du reportage de Jean Paul GAY : « Dans les quartiers populaires et les camps de réfugiés au Liban ».

JAPON : LES TRAVAILLEURS REFUSENT DE FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE !

Le capitalisme japonais licencie massivement : 940 000 chômeurs annoncés officiellement, 70 000 de plus qu'en juillet, soit un taux de progression record de 1,88 % pour le seul mois d'août.

Face à ces nouvelles atteintes à leurs conditions de vie, les travailleurs japonais n'entendent pas rester impuissants. 40 000 d'entre eux ont manifesté à Tokio. Ils ont affirmé leur combativité, leur rejet de la politique de la bourgeoisie impérialiste japonaise qui consiste à faire payer aux travailleurs la crise économique.

SAKHAROV, PRIX NOBEL DE LA PAIX

Cette année, c'est Sakharov. Une année s'était Soljenitsine en littérature : une autre année Kissinger, prix Nobel de la paix.

Sakharov, lui, c'est l'ami des droits de l'homme, dit-on. En fait, c'est lui qui exige sans cesse plus d'émigration juive pour appuyer l'effort de guerre de l'Etat d'Israël. C'est une des plus notables figures parmi ceux dont se sont servis les nouveaux bourgeois en Union Soviétique pour légitimer leur pouvoir, pour calomnier l'œuvre de trente ans de dictature du prolétariat. Ses difficultés d'aujourd'hui avec Brejnev n'en font en rien un représentant des aspirations du peuple soviétique, pas plus que Soljenitsine.

Ses prises de positions continues contre la politique de Brejnev, soutenues et amplifiées par les réactionnaires dans les pays occidentaux, gênent Brejnev en servant d'argument à Kissinger, au cours des tractations soviéto-US. C'est là, tout le « libéralisme » de Sakharov.